



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION CENTRE

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre*

Lucé, le 19 janvier 2010

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Référence : 6675/RAPAUTO/IC10031

Affaire 082358 suivie par

drirc.gs28@industrie.gouv.fr

Tél. 02 37 91 27 60 – **Fax** : 02 37 90 71 92

Vérifié par

Référence : Votre transmission en date du 28 novembre 2008

ICARE N° 981056

0667520100119SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT**

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
EN REGULARISATION LES INSTALLATIONS DE LA
SOCIÉTÉ ASCO JOUCOMATIC
SUR LA COMMUNE DE LUCÉ**

PJ : projet d'arrêté préfectoral
 Plan de situation

Par lettre en date du 11 octobre 2007, le Responsable du site ASCO JOUCOMATIC NUMATICS situé 53, rue de Beauce – BP 17 – 28111 Lucé Cedex, sollicite l'autorisation d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement dans le cadre d'une régularisation des activités.

Le dossier a été complété par l'industriel fin avril 2008 et a été reconnu recevable par le service d'inspection des installations classées le 2 juin 2008.

1 – OBJET DE LA DEMANDE

1.1 – Nature et volume des activités

La société ASCO JOUCOMATIC est une société de fabrication, d'assemblage et de distribution d'organes de commande et de régulation pneumatiques. Leur production annuelle est passée de 1786 tonnes en 2002 à 1830 tonnes en 2006.

Les installations qui relèvent du régime de l'autorisation prévue par l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées sont listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	A D NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'activité	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2560		A	Métaux et alliages (travail mécanique des)	Découpe et usinage	puissance installation	>500	kW	843	kW
2920	2a	A	Réfrigération ou compression (installation de) pression >10E5 Pa	Réfrigération 223 kW Compression 680 kW	puissance absorbée	>500	kW	903	kW
2564	2	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage avec organohalogénés ou solvants organiques	Dégraissage	volume des cuves	>200 et <=1500	l	900	l
2575		D	Abrasives (emploi de matières) non visé par 2565	Grenaillage	puissance installation	>20	kW	20	kW
2910	A2	NC	Combustion (installation de)	Procédé : 0,33 MW 3 chaudières : 0,32 MW	puissance thermique	>2 et <20	MW	0,63	MW
2925		NC	Accumulateurs (atelier de charge d')	Chariots élévateurs	puissance maxi courant continu	>50	kW	11	kW
1530		NC	Papier, carton ou analogues					500	m ³

A : autorisation

D : déclaration

DC : déclaration soumise au contrôle périodique prévue par l'article L512-11 du code de l'environnement

NC : non classé

1.2 – Description de l'établissement et historique administratif

Fin 1962, JOUCOMATIC inaugure un site de production à Lucé. En 1988, JOUCOMATIC rejoint ASCO sous la bannière d'EMMERSON ELECTRIC pour constituer un groupe international, leader mondial des électrovannes tous fluides. ASCO JOUCOMATIC est présent dans tous les secteurs d'activité industrielle.

Avant l'implantation de cette usine, aucune activité industrielle n'existait, le site était composé de terres agricoles. L'établissement se compose de 4 bâtiments :

- Le bâtiment A, bâtiment principal d'usinage et montage qui a connu sa 1^{ère} extension en 1966 et une 2^{ème} extension en 1976. La plate-forme du bâtiment A a été construite en 1978.
- Le bâtiment B « Armoires et Vérins » a été construit en 1968.
- Le bâtiment C « Vannes et Laboratoire » a été aménagé par étapes de 1988 à 2004.
- Le bâtiment D, « Centre technique » a été acheté en 1993.

L'activité exercée sur le site a fait l'objet de 4 récépissés de déclaration :

- Déclaration n° 9/79 du 26 juillet 1979 concernant les rubriques 2560-2575-2661-2920-2925-2940.
- Déclaration n° 47/92 du 8 juillet 1992 concernant les rubriques 1433 et 1450.
- Déclaration n° 41/95 du 5 juillet 1995 concernant la rubrique 2565.
- Déclaration n° 99/029 du 11 mars 1999 concernant la rubrique 2920 2b.

La croissance des activités de la société ASCO JOUCOMATIC et le développement des technologies ont incité le site à optimiser sa capacité de production.

1.3 - Présentation de la demande

Filiale du groupe EMERSON ELECTRIC, ASCO JOUCOMATIC est leader mondial dans le domaine des électrovannes et vannes tous fluides, et figure parmi les plus grands fabricants de composants pneumatiques.

ASCO JOUCOMATIC est spécialisée dans la fabrication, l'assemblage et la distribution d'organes de commande de régulation pneumatiques. Cet établissement situé dans la zone industrielle « Lucé Espace Activités » emploie près de 500 personnes. Les procédés de fabrication se déclinent de la façon suivante : stockage de matières premières, fabrication, assemblage, contrôle et stockage de produits finis.

1.4 - Cadre administratif de l'instruction

Les activités de la société ASCO JOUCOMATIC relèvent de l'autorisation au titre des rubriques 2560 et 2920 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la demande d'autorisation d'exploiter a vocation à régulariser la situation administrative du site.

1.5 - Maîtrise d'urbanisation

ASCO JOUCOMATIC est situé approximativement à 3 km au sud-ouest du centre ville de Chartres dans la zone industrielle « Lucé Espace Activité ». L'emprise foncière de l'établissement est actuellement de 28 041 m² et comporte 15 000 m² de surface bâtie, 12 126 m² de voiries et 915 m² d'espaces verts.

Le site d'ASCO JOUCOMATIC n'est pas concerné par un périmètre de protection d'un site inscrit ou classé.

Le site n'est pas situé dans les périmètres de protection d'un captage d'alimentation en eau potable. Par contre plusieurs puits existent dans un rayon de 2 km autour du site, ces puits sont à usage industriel.

La commune de Lucé dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU), le site se trouve dans une zone classée UI destiné à recevoir des installations et des constructions à usage d'activité, de commerce, de service, de laboratoire, de bureau, d'artisanat, d'hôtel, de restaurant et d'industrie ainsi que les locaux d'habitation exclusivement destinés à la direction, au gardiennage et à la surveillance des installations, les stockages de matériaux de toute nature, les déchetteries et les aires de stationnement pour les gens du voyage.

Le site n'est concerné directement par aucun zonage biologique, aucune mesure de gestion ou de protection du milieu naturel ou du paysage de type ZICO (zone importante pour la conservation des oiseaux), site Natura 2000, ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique), arrêté de biotope, réserve naturelle, etc...

2 - PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 29 septembre au 29 octobre 2008 inclus sur les communes de Lucé, Luisant, Mainvilliers, Chartres et Fontenay sur Eure, le territoire de ces communes s'inscrivant dans le périmètre d'affichage de l'avis au public (2km).

Au cours des permanences, le commissaire enquêteur n'a reçu personne, ni aucun courrier.

2.2 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport en date du 18 novembre 2008, le commissaire enquêteur émet un **avis favorable**.

2.3 Avis des conseils municipaux

- Mairie de Fontenay sur Eure (avis du 27 octobre 2008)

Aucune observation

- Mairie de Mainvilliers (avis du 6 novembre 2008)

Avis favorable

- Mairie de Lucé (avis du 23 octobre 2008)

Avis favorable

2.4 - Avis des services consultés

- Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (avis reçu le 20 novembre 2008)

Avis favorable

- Direction départementale de l'équipement (avis du 4 novembre 2008)

Aucune observation particulière

- Direction régionale de l'environnement (avis du 8 octobre 2008)

Avis favorable avec les réserves suivantes :

- des analyses des effluents représentatives du dispositif actuel de collecte doivent être présentées ;
- un dispositif de collecte séparée des eaux pluviales et industrielles doit être mis en place, assurant un traitement approprié de ces deux types d'effluents avant le rejet dans les réseaux publics.

- Service départemental d'incendie et de secours (avis du 29 octobre 2008)

Avis favorable avec des remarques :

- Prévoir une réserve d'eau de 360 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951 ;
- Réaliser un plan léger opérationnel en collaboration avec le centre de secours principal de Chartres.

- Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (avis du 6 novembre 2008)

Dans l'état actuel, la DDASS ne peut pas émettre un avis sanitaire sur le dossier.

Le 30 janvier 2009, la société ASCO JOUCOMATIC apportent des éléments de réponse aux remarques de la DIREN et de la DDASS :

- des analyses sur les effluents rejetés ont été réalisés le 19 janvier 2009 et les résultats sont conformes à la réglementation ;
- séparation des dispositifs de collecte des eaux pluviales et des eaux industrielles

- volet sanitaire : caractérisation du site
- identification des dangers : les dégraissants pétroliers, le perchloréthylène
- relations dose-réponse des traceurs du risque sanitaire : perchloréthylène, acétate de méthoxypropanol, acétate de butyl, méthyl éthyl cétone et étain.

Dans son avis du 11 mars 2009, la DDASS fait savoir que les compléments apportés ne permettent pas de lever l'avis défavorable. En effet, la réponse apportée par le pétitionnaire reste incomplète en ce qui concerne les valeurs d'émission de perchloréthylène, le choix des VTR, les critères de choix du modèle et ses limites, la caractérisation du risque du perchloréthylène vis à vis des tiers, l'analyse des incertitudes.

Le 8 avril 2009, la société ASCO JOUCOMATIC apportent des éléments de réponse aux remarques de la DDASS. Le 31 août 2009, la DDASS fait savoir à l'exploitant que les compléments d'informations ne sont pas de nature à lever l'avis défavorable.

Le 17 novembre 2009, la société ASCO JOUCOMATIC apportent des nouveaux éléments de réponse aux remarques de la DDASS. Le 11 décembre 2009, la DDASS fait savoir à l'exploitant par mail que les compléments d'informations sont incomplets ou erronés. Le 15 décembre 2009, les dernières réponses apportées par l'exploitant aux remarques de la DDASS ont permis à cette dernière de donner un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter.

3 - MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. – Impact du site dans son environnement

En raison de sa localisation en zone industrielle, le paysage immédiat de l'établissement se compose principalement de bâtiments industriels et de zones de parking.

Les bâtiments du site ont une hauteur d'environ 8 mètres, ce qui correspond à la hauteur moyenne des bâtiments environnants.

3.1.2. – Impact sur la faune et la flore

La flore environnante du site est essentiellement constituée de terrains agricoles à l'est. Ces terres offrent un vaste habitat naturel aux rongeurs et aux carnassiers.

La faune observée à proximité est de type urbain et se compose par exemple de passereaux, pigeons ramiers et d'insectes.

3.1.3. – Impact sur l'eau

Utilisation de l'eau

L'eau utilisée par la société ASCO JOUCOMATIC est l'eau de ville à raison d'environ 8 000 m³ par an.

Un disconnecteur est mis en place sur l'arrivée d'eau qui alimente les bâtiments A, B et D. Un second disconnecteur a été mis en place en 2006 sur l'arrivée d'eau qui alimente le bâtiment C, ce réseau alimente la salle vapeur (chaudière) et certains circuits fermés qui nécessitent des appoints d'eau ponctuels.

Rejets d'eau

Les eaux usées et les eaux pluviales de l'établissement sont déversées dans les réseaux séparatifs de collecte et d'assainissement urbain par l'intermédiaire de 7 collecteurs (le 8^{ème} collecteur « C » n'est plus utilisé).

Eaux vannes

3 collecteurs reçoivent les eaux vannes :

- le collecteur E reçoit des eaux vannes (sanitaires)
- le collecteur A reçoit des eaux vannes (sanitaires et restaurant après dégraissage statique)
- le collecteur D reçoit des eaux vannes (sanitaires) et les condensats de la chaudière.

Eaux industrielles

Les seules effluents industrielles sont issues de l'atelier d'imprégnation ou dépôt de résine et de l'atelier tribo-finition, elles sont collectées dans une citerne de 20 m³ et évacuées en déchets et ce jusqu'à l'installation d'une unité de traitement permettant de travailler en circuit fermé.

Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

4 collecteurs reçoivent les eaux pluviales :

- les collecteurs B, H et I reçoivent les eaux pluviales de parking et toitures du site
- le collecteur F reçoit des eaux pluviales de parking et toitures du site ainsi que des eaux de lavage de type karcher utilisées pour le lavage des chariots et des tapis de sol.

Un séparateur d'hydrocarbures est installé au niveau de l'aire de lavage en amont du collecteur F. Les eaux de voiries reçues dans les collecteurs B, H et I ne sont pas traitées.

3.1.4. - Prévention de la pollution atmosphérique

Hormis le trafic des véhicules à l'intérieur du site, 2 types de rejets atmosphériques issus de l'activité sont identifiés, un premier a pour origine les 3 chaudières. Les chaudières utilisent comme combustible le gaz naturel, les rejets sont donc dépourvus de poussières et une teneur très faible en dioxyde de soufre.

Le solvant utilisé dans la machine BRANSON pour dégraisser les pièces d'usinage est le perchloréthylène (solvant à phrases de risque R40 et mentionné à l'annexe III de l'AM 02/02/98). L'effluent est traité sur charbons actifs. L'exploitant envisage de réduire l'utilisation de la BRANSON en sous traitant 70 % des pièces usinées à l'huile entière et de s'orienter sur un dégraissage à l'alcool modifié ou aqueux. Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint réglemente les rejets atmosphériques avec une valeur limite de 20 mg/Nm³ en perchloréthylène.

Appareils de climatisation :

Les installations concernées par le fluide HCFC (R22) sont principalement des climatisations de bureaux. A partir de 2015, ces installations ne pourront plus être rechargées mais pour l'instant l'exploitant n'a pas encore établi de plan d'élimination et de remplacement.

3.1.5. - Elimination des déchets

La société ASCO JOUCOMATIC NUMATICS a généré en 2006 environ 255 tonnes de déchets :

- 58 tonnes de déchets industriels banals
- 54 tonnes de cartons compactés
- 15 tonnes de bois
- 73 tonnes de copeaux et rebut de métaux (acier, inox, laiton, aluminium, zamak et cuivre)
- 1 tonne de solvants non chlorés
- 900 kg de perchloroéthylène
- 6 tonnes de déchets souillés par de l'huile ou de la graisse
- 28 tonnes d'huiles solubles ou entières
- 2 tonnes de déchets souillés par l'encre ou les solvants
- 1 tonne de déchets électriques, néons, piles toner
- 14 tonnes de condensats de compresseur
- 1 tonne de dégraissant non chloré
- 1 tonne de boues de décantation du restaurant.

Les filières d'élimination retenues par l'exploitant montrent que la gestion des déchets de l'entreprise est conforme aux exigences réglementaires en la matière.

3.1.6. - Emissions sonores

Des mesures des niveaux sonores et d'émergence ont été pratiquées en mars 2004 et renouvelées en décembre 2005. Les mesures de décembre 2005 montrent que ni les niveaux sonores ni les niveaux d'émergence ne dépassent les valeurs limites autorisées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Néanmoins, l'exploitant a proposé de mettre en place des mesures pour réduire au maximum les niveaux d'émergence, à savoir :

- isolation de la porte d'un local compresseur (bât. C)
- remplacement d'un compresseur à piston par un compresseur à vis à débit variable et installation d'une purge sans perte d'air (bât. A et B)
- remplacement d'un compresseur 40 bar
- insonorisation du 2^{ème} local compresseur (bât. C)
- insonorisation des ventilations.

Une campagne de mesures a été réalisée en juin 2009 et les résultats sont conformes à la réglementation en vigueur. Le projet d'arrêté préfectoral prescrit une mesure de la situation acoustique tous les 3 ans.

3.1.7. - Effets sur la santé

Une évaluation des risques sanitaires a été réalisée avec l'identification des dangers, l'évaluation de l'exposition des populations et la caractérisation qualitative et quantitative des risques.

L'évaluation des risques sanitaires a retenu 3 points d'émission : le dégraissage, la soudure et les compresseurs.

- Concernant le dégraissage, le rejet dans l'air de perchloroéthylène et de COV a été retenu comme un risque non significatif. De plus, l'exploitant travaille sur un plan de réduction de consommation du perchloroéthylène avec 2050 heures de fonctionnement de la machine Branson en 2008 contre 1422 heures de janvier à fin octobre 2009. Entre mars et mai 2010, la production sur les installations d'usinage HYDROMATS (usinage de pièces à dégraisser) sera sous-traitée à 80 % ce qui devrait induire une réduction de 50 % des cycles de dégraissage.
- Concernant la soudure, le rejet dans l'air d'étain et de COV a été retenu également comme un risque non significatif.
- Enfin, concernant le bruit émis par les compresseurs, il induit un risque acceptable pour la santé humaine des populations environnantes, les mesures des niveaux sonores et émergences réalisées ne relèvent aucun dépassement aux valeurs limites réglementaires.

3.1.8. - Impact sur le trafic routier

L'accès à l'usine s'effectue par la rue de Beauce. Cette rue dessert d'autres établissements de la zone industrielle.

Actuellement le site génère 70 mouvements de camions par jour. Le trafic des véhicules légers est lié aux heures d'embauche et de débauche des employés. Environ 460 véhicules légers accèdent et repartent du site chaque jour.

Le trafic généré par l'établissement représente un flux d'environ 3 % du trafic des voies de circulation adjacentes (RN 23 et RD 921).

Un parking d'une capacité de plus de 300 places permet le stationnement de tous les véhicules légers et d'éviter les stationnements sur la voie publique.

Il n'y a pas de trafic nocturne généré par l'activité d'ASCO JOUCOMATIC.

3.1.9 – Utilisation rationnelle de l'énergie

La société ASCO JOUCOMATIC utilise le gaz de ville pour le chauffage des bâtiments (puissance 403 m³/h), les chaudières vapeur (145 m³/h) et les ateliers de peinture (23,5 m³/h). Depuis les 3 dernières années, les consommations annuelles sont stables et sont de l'ordre de 4700 MW.

Le site utilise également l'électricité, sa consommation depuis les 3 dernières années est légèrement en baisse, elle était de 3 785 MWh en 2006.

3.1.10. – Remise en état du site après exploitation

En cas de cessation d'activité, la société ASCO JOUCOMATIC s'engage à excaver les terres qui sont potentiellement polluées aux hydrocarbures au sud-est du bâtiment A. Cette pollution accidentelle est dû à un trop plein lors d'un dépotage dans une cuve enterrée qui a ce jour a été neutralisée. La valeur de la pollution en hydrocarbures la plus pénalisante est de 380 mg/kg de matière sèche à 1 mètre de profondeur. A 2 mètres 50, la valeur est de 2,5 mg/kg de matière sèche.

Le site pourrait être reconverti en développant des activités du même type et ne présentant pas de risque majeur particulier (entrepôt couvert, assemblage mécanique,...).

3.1.11 - Prévention des risques d'incendie et moyens de lutte contre l'incendie

Aucun accident notable ne s'est produit sur le site d'ASCO JOUCOMATIC depuis sa création.

L'étude des dangers du site montre que le risque principal est le risque de propagation d'un incendie du stockage des produits finis emballés dans le bâtiment A, du fait du stockage de matières combustibles.

De ce fait, toutes les mesures sont prises en matière de protection incendie :

- détection incendie dans les bâtiments
- protection incendie passive (comportement au feu du bâtiment, cloisonnement des magasins de stockage)
- moyens d'extinction spécifiques dans les locaux utilisés (locaux électriques, etc...)
- moyens mobiles de lutte contre l'incendie (RIA, extincteurs, poteaux incendie)
- formation d'équipier de 1^{ère} et 2^{ème} intervention ainsi que de guide et serre-file d'évacuation comme stipulé dans le plan d'urgence interne

L'exploitant ne dispose pas de réserve incendie.

Indépendamment de ces mesures, l'étude des scénarios accidentels montre l'absence d'effets à l'extérieur des limites de clôture du terrain.

Conformément à l'article R512-9 du code de l'environnement, l'étude de dangers comporte un résumé non technique explicitant la probabilité, la cinétique, les zones d'effets des accidents potentiels ainsi que la cartographie des zones de risques significatifs.

4 -AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'autorisation de la société ASCO JOUCOMATIC à Lucé ont donné lieu à des avis favorables et un avis défavorable de la DDASS portant sur l'étude des risques sanitaires.

Le pétitionnaire a apporté par des compléments d'information, les éléments de réponse aux observations formulées dans l'avis défavorable, à l'issue de ces compléments d'information, la DDASS a émis un avis favorable le 18 décembre 2009.

Le service instructeur émet un avis favorable sur le dossier présenté par le pétitionnaire sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

5 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant que la demande d'autorisation d'exploiter en régularisation des activités de fabrication, d'assemblage et de distribution d'organes de commande et de régulation pneumatiques à Lucé présentée par la société ASCO JOUCOMATIC respectent les critères environnementaux requis par la réglementation en vigueur .

Conformément à l'article R512-25 du Code de l'Environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme,
Le Chef d'unité territoriale,